

Textes en débat

Christophe DEJOURS

Travail: usure mentale – De la psychopathologie à la psychodynamique du travail

Bayard éditions, 1993 (nouvelle édition augmentée), 1^{re} édition 1980

par Alain Morice *

La présentation de ce livre sera suivie d'une brève discussion à partir de mes propres expériences sur le terrain ¹.

Il s'agit de la réédition exacte d'un essai paru en 1980 sous le même intitulé. L'auteur y a ajouté, outre quelques notes mettant en question certains résultats ou notions de l'époque, un appendice méthodologique (texte datant de 1987) et un addendum théorique, traitant notamment des prémisses et conséquences du passage à une psychodynamique du travail. (Par anticipation, disons que ce texte démontre, d'une part, une rupture radicale avec la problématique behavioriste qui a longtemps pesé sur les travaux en psychopathologie et, de l'autre, un retournement quant à la perspective causale donnée dans les années soixante-dix à l'organisation du travail sur le rapport psychique des hommes au travail.)

Dans la présentation, on s'en tiendra autant que possible, sans souci d'exhaustivité, à ce qui éclaire la discussion proposée plus loin.

La problématique générale et son évolution

« Nous chercherons à mettre à jour ce qui, dans l'affrontement de l'homme à sa tâche, met en péril sa santé mentale », dit C. Dejours. Sujet non seulement dangereux et explosif, est-il ajouté (en ce qu'il déchaîne des passions et qu'il suscite la critique sociale), mais également délicat puisqu'il s'agit, en opposition avec la tradition globalisante de la psychosociologie, de restituer des spécificités: « Faire apparaître des vécus différenciés et irréductibles les uns aux autres. »

L'auteur, dans une périodisation qui remonte aux travaux de Villermé, s'attache à retracer, en partant des préoccupations ouvrières, le processus qui aboutira à la difficile

* Chargé de recherches, CNRS, anthropologue, laboratoire Urmis (Unité de recherches Migrations et société, CNRS – Paris-VII).

1 Ce texte résume une intervention au séminaire du CEA (séance du 5 mai 1998). Les limites de l'espace imparti pour cette rubrique m'ont contraint à limiter considérablement certains développements. Je renvoie à l'ouvrage de C. Dejours, trop peu connu par les anthropologues, ainsi qu'à la discussion que j'en ai proposée dans « Des objectifs de production des connaissances aux orientations méthodologiques: une controverse entre anthropologie et psychodynamique du travail », *Revue internationale de psychosociologie*, 1996, III (5): 143-160.

émergence de la psychopathologie du travail comme discipline autonome ². Le XIX^e siècle est celui de la lutte pour la survie, qui se traduit par deux grandes revendications : la limitation de la durée du travail et la liberté de s'organiser. La réponse principale de l'époque à la « misère ouvrière » est l'hygiénisme, qui traite le paupérisme comme une maladie.

Dès la première guerre mondiale, à la suite de nombreuses conquêtes dont la principale est la loi de 1898 socialisant les accidents de travail, mais aussi avec la mise en place du système Taylor, le corps apparaît comme point d'impact de l'exploitation : « De 1914 à 1968, c'est progressivement le thème des *conditions de travail* qui se dégage des revendications ouvrières sur le front de la santé. La lutte pour la survie a fait place à la lutte pour la santé du corps. » Corollaire : la question de savoir si la domination qui autorise l'exploitation ne relève pas « d'une stratégie concernant d'abord l'appareil mental » n'est guère posée que par quelques travaux pionniers. Ce ne sera qu'à partir de 1968, avec son mot d'ordre « Changer la vie » et un certain essoufflement du taylorisme, que, péniblement, la dimension psychique permettra à la psychopathologie du travail de se construire. Principalement, dit l'auteur, non plus autour des conditions de travail, mais autour de l'organisation du travail en tant qu'elle est productrice de souffrance mentale.

Dans l'addendum théorique, C. Dejourns revient longuement sur les conséquences de cette genèse. Telle qu'elle est conçue dans les travaux qui précèdent l'essai de 1980 quant à ses rapports avec la santé psychique, l'organisation du travail est encore surtout envisagée comme une donnée et comme une causalité. Cela revient à dire que la rupture avec le finalisme qui caractérise les premières études behavioristes n'est pas entière. Reconnaisant l'influence du « modèle causaliste », l'auteur revient ainsi sur ses propres travaux : « Dans la compréhension que j'avais du rapport psychique des hommes au travail, l'organisation du travail – concept clé – était considérée comme une donnée préexistante à la rencontre entre l'homme et le travail, comme un ensemble de contraintes massives, monolithiques, inébranlables, voire inexorables, ayant la pesanteur et la rigidité de la matière minérale. »

Mais en même temps, les enquêtes de psychopathologie vont révéler que les hommes ne sont pas passifs face aux contraintes organisationnelles : ils développent des stratégies pour y faire face comme sujets, voire les modifier. Se profilent ainsi, en deçà de la souffrance, les défenses individuelles contre la souffrance et, en deçà de la folie, sa conjuration. Du même coup, la normalité surgit « comme énigme centrale de l'investigation et de l'analyse », dit C. Dejourns, qui résume les conséquences du « retournement théorique » ainsi produit dans ces termes : « Faire du champ de la normalité une énigme ouverte à la liberté de la volonté [...] des agents, c'est rompre du même coup avec les modèles issus du behaviorisme, du pavlovisme et du stress. C'est aussi et surtout concevoir la normalité comme produit d'une *dynamique* humaine où les relations intersubjectives (pour construire les stratégies défensives, voire offensives, contre la souffrance) occupent la position centrale. C'est enfin poser [...] le principe d'une *rationalité subjective* des conduites et des actions des travailleurs. »

À ce niveau de généralité, la question que l'anthropologue peut introduire dans la discussion, face à une discipline qui s'est édifiée sur des bases empiriques très marquées par l'industrialisation, porte sur la façon de qualifier le « travail » en général.

2 Dans une note, C. Dejourns admet aujourd'hui qu'il ne s'agit pas d'un travail d'historien mais tout au plus d'« une vision rétrospective à partir du point de vue médico-psychiatrique » – ce qui, du coup, me paraît exagérément modeste.

Cette question prend, d'une manière qui paraît suivre une allure exponentielle, une acuité d'autant moins contournable que nous en avons depuis longtemps, sous nos yeux, les implications dans les pays sous-développés qui, à bien des égards, en matière de relations sociales, servent désormais de modèle aux pays industriels.

Quelques thèmes

Si l'on essaie – un peu schématiquement sans doute – de rapporter chacun des six chapitres de *Travail : usure mentale* à un thème et à des illustrations empiriques, on obtient à peu près ceci : chap. 1 : idéologies et stratégies défensives (le sous-prolétariat; le travail répétitif); chap. 2 : souffrance et insatisfaction au travail (les ergonomes face au mode opératoire prescrit); chap. 3 : peur (exemples de l'industrie chimique, du BTP, du travail soumis à cadences, des relations de travail dans le tertiaire); chap. 4 : satisfaction au travail (exemple *a contrario* des pilotes de chasse); chap. 5 : exploitation de la souffrance et de la peur (les standardistes, les travailleurs de la pétrochimie); chap. 6 : maladies mentale et somatique comme effets de l'organisation du travail (exemples cliniques).

Je retiendrai seulement ici, faute de place, les thèmes correspondant aux chapitres 1 et 3, qui paraissent le plus à même d'introduire la discussion que peut avoir la socioanthropologie que je pratique avec la psychodynamique du travail.

Idéologies et stratégies de défense

Curieusement, l'ouvrage s'ouvre sur l'étude d'une catégorie qui a précisément pour caractéristique d'être largement exclue du monde du travail : le sous-prolétariat. Dans ce milieu social, l'enquête révèle une réticence à parler de la souffrance et de la maladie, cette dernière y étant vécue comme signe de fainéantise et plus ou moins à l'origine du fait qu'on est au chômage. Toute une idéologie de la honte se met en place, destinée à faire face à l'anxiété d'être inapte à travailler. De là, C. Dejours construit le concept central d'*idéologie défensive* qui, quand elle ne fonctionne pas sur un individu, conduit celui-ci aux dérives connues des cliniciens : alcoolisme, actes antisociaux (improprement analysés par certains comme « gratuits »), décompensations psychiques diverses. A contrario, l'auteur énonce les caractères de cette idéologie quand elle fonctionne : a) elle est destinée à « tenir l'anxiété à distance ³ » ; b) elle possède une spécificité liée au groupe social qui l'élabore ; c) elle est une forme de stratégie collective de défense : pour fonctionner, elle doit obtenir la participation de tous les membres du groupe ; d) elle se substitue aux défenses individuelles, qu'elle « met hors d'état ».

La peur

Concernant l'anxiété au travail, je me tiendrai ici à un seul des exemples pris par C. Dejours, parce qu'il me permet d'introduire la discussion à partir de ma propre expérience d'enquête anthropologique : le bâtiment et travaux publics (BTP). Dans

3 Dans le vocabulaire qui est repris ici, contrairement à l'angoisse qui résulte d'un conflit intrasubjectif (entre deux instances incompatibles chez une personne), l'anxiété est intersubjective : on a peur de quelque chose ou de quelqu'un. Cela posé, l'ouvrage de C. Dejours étudie insuffisamment les modalités de passage de l'un à l'autre de ces états : par exemple comment, et avec quelles pathologies propres, un travailleur constamment persécuté peut basculer dans la paranoïa.

l'univers dangereux du BTP, connu pour le nombre de ses accidents invalidants, voire mortels, deux comportements en apparence insolites s'observent: d'une part, une résistance forte et presque générale aux consignes de sécurité; d'autre part, de fréquentes attitudes de défi face au risque. « Tout se passe comme si les ouvriers du bâtiment étaient inconscients des risques qu'ils encourent, voire comme s'ils y trouvaient un certain plaisir », dit C. Dejours, qui a fait des observations analogues dans certains jeux et rituels « pour rire » chez les opérateurs du nucléaire.

Pourquoi ce mépris du danger et ces bravades? Une explication psychoculturaliste renverra commodément à un goût supposé naturel pour la performance, la rivalité, les valeurs viriles. De fait, l'auteur remarque que, par exemple (puisqu'il concerne une des pathologies du métier), le respect d'une hygiène lombarde est volontiers considéré comme une affaire bonne pour les « femmelettes ». J'ai de mon côté noté que le fait d'avouer qu'on est sujet au vertige est, dans le BTP, chose impossible, ce qui renvoie à l'idéologie de la honte évoquée plus haut. Mais, signalant qu'en situation de crise (après un accident de chantier), les ouvriers se révèlent parfaitement conscients des dangers, C. Dejours a ces phrases décisives: « Mépris, ignorance et inconscience face au risque ne sont qu'une parade. On ne peut admettre sans autre questionnement que les ouvriers du bâtiment soient en quelque sorte les plus ignorants du risque qu'ils encourent. » En fait, la thèse de l'inconscience fondamentale renvoie étroitement aux théories héritées de Taylor, dont l'auteur montre par ailleurs les effets psychiques dans l'industrie basée sur le travail prescrit. Cette thèse rappelle celle du colonialisme sur l'âme nègre.

Face à la tentation naturaliste – dont il a été dit combien elle a influencé la psychopathologie du travail à ses débuts –, C. Dejours oppose un autre concept clé: celui de *déni de perception* (ici, sous-entendu, « du risque physique », mais les applications concernent l'ensemble de l'activité psychique). Voici un résumé de l'énoncé qui se construit sur cette base: a) le collectif met en place un système destiné à conjurer la peur; b) si la peur pouvait surgir, l'exécution des tâches deviendrait impossible: prendre garde à soi dans un univers dangereux, c'est se paralyser; c) dénégation et mépris du danger ne suffisent pas: la conjuration du risque exige des sacrifices plus probants, et il faut « en rajouter » – on pourrait faire un rapprochement avec des rituels d'initiation de type *bizutage* en énonçant (ce que C. Dejours ne fait pas dans ce texte) que la construction d'idéologies défensives comporte nécessairement des implications structurantes en termes de domination et de pouvoir; d) au risque de perdre son efficacité symbolique, ce système est obligatoirement collectif, et donc excluant: la résistance aux idéologies défensives est sanctionnée par une sortie du système (accident, maladie, démission, etc.); e) ce système est fonctionnel du point de vue des objectifs de productivité. En outre, il est plus élaboré et mobilise davantage les individus dans des situations de coopération que dans le cas (par exemple) du travail morcelé et répétitif.

Telle est la base théorique (qui, encore une fois, n'est qu'un petit élément de l'ouvrage de C. Dejours) à partir de laquelle je présenterai mes propres éléments de discussion. Il faut à présent dire quelque chose de la méthode en psychopathologie du travail.

La méthodologie

Le livre de C. Dejours étant un livre de résultats, le chapitre consacré à la méthodologie est en quelque sorte « plaqué », d'une manière qui paraît souvent trop ahistorique, décontextualisée et globalisante. En fait, la méthode en psychopathologie telle qu'elle y est exposée est à prendre comme un idéal type webérien, en se souvenant

que, malgré qu'il en ait, l'auteur a mis à contribution d'autres procédés et d'autres sources. C'est ainsi que l'élucidation des motivations narcissiques des pilotes de chasse provient à l'évidence du divan et non de la méthode qui va être résumée, de même que l'interprétation (par ailleurs si pertinente, convaincante et hélas ! très prémonitoire) de l'exploitation de la souffrance chez les travailleuses du téléphone vient de travaux de seconde main effectués à une époque où la discipline était encore engluée, de l'avis même de l'auteur, dans un behaviorisme sommaire.

Ces limites posées, pour un dialogue avec l'anthropologie, quelles sont les particularités de la méthodologie en psychopathologie du travail ? Reprenons les deux temps de l'enquête (le premier n'étant pas le moindre, semble-t-il).

La préenquête

a) On part d'une demande; b) cette demande doit, d'une part, être collective (groupe de travailleurs isolés, comité d'entreprise, commission d'hygiène et sécurité, etc.) et, de l'autre, elle doit venir des travailleurs eux-mêmes; elle doit être authentique; c) au collectif demandeur fait face un (petit) collectif de chercheurs, dont l'un au moins ne sera pas psychopathe mais sociologue, ergonomiste, économiste, par exemple; d) on réunit des informations sur le processus de travail et son évolution, et l'on doit avoir accès *de visu* à l'entreprise, de sorte à avoir une « *représentation imagée* des conditions environnementales de la souffrance »; e) on procède enfin à une « *approche de l'organisation du travail* », tant prescrite que réelle, et en dynamique. Comme on le verra, c'est surtout autour de cette phase que prendra place la discussion.

L'enquête

Deux collectifs se faisant face, c'est un travail de pensée qui commence: on explicite le thème en revenant sur les faits (accident, maladie professionnelle, difficultés relationnelles, etc.) qui ont été à l'origine de la demande. Ce qui compte, dit C. Dejourné, c'est le niveau du commentaire verbal, bien plus que celui de l'objectivité des faits – et l'exégèse du texte oblige à ajouter: ce qui compte avant tout, c'est que le collectif protagoniste ait conscience de cette hiérarchie dans l'intérêt. De là alternent des phases de consensus et de discussions, ces dernières entretenues par l'interprétation collective.

L'auteur ne se dérobe pas devant la question déontologique toute particulière posée par la méthode en psychopathologie du travail (et, derrière elle, celle de l'action en général), que je formule pour ma part ainsi: d'une part, là où il y a demande, un résultat est escompté, ce qui pose le problème des contraintes économiques, institutionnelles et de tout autre nature qui pèsent sur le devenir des résultats; d'autre part, comme il le souligne, la mise à nu de mécanismes de défense collectifs (comme de toute vérité peut-être, pourrait-on ajouter) est possiblement déstabilisante et intolérable – c'est un paradoxe que de travailler sur des défenses avec ceux-là mêmes qui les érigent. Enfin, l'auteur énonce que la subjectivité du chercheur est entièrement engagée dans la technique de l'enquête, mais il ne dit pas à quelles conditions (et aux différentes phases, y compris celle où l'on prend congé du collectif et l'on passe à autre chose) cet engagement est supportable ou non.

Ces quelques fragments d'éléments suffiront à amorcer la discussion qui suit.

Discussion

J'ai eu connaissance des travaux en psychopathologie du travail au cours d'un long séjour (1987-1990) dans le Nordeste brésilien où je faisais une recherche sur les travailleurs du BTP. L'équipe de C. Dejours venait d'organiser à Paris, avec des sociologues notamment, un séminaire interdisciplinaire sur ce thème, et c'est ainsi que j'ai pris connaissance de toute une littérature tournée vers les thèmes évoqués ci-dessus. À la suite de discussions répétées avec C. Dejours, j'ai tenté de formaliser une ébauche de théorie sur les *ressorts psychiques de la domination*, propre dans mon esprit à permettre des échanges entre l'anthropologie et la psychodynamique du travail. La question de base, qui doit beaucoup à un dialogue non moins régulier avec C. Geffray, peut être formulée ainsi: par quels mécanismes subjectifs, et dans quelles circonstances, la domination peut-elle provoquer un consentement de celui qui la subit, au point que ce consentement en devienne à son tour un levier? Toutes les réflexions que j'ai eues depuis sur les systèmes paternalistes et clientélistes m'apparaissent rétrospectivement comme indissociables de cette controverse avec C. Dejours.

Sur l'attitude face au risque et à la domination

L'enquête chez les ouvriers du BTP au Brésil laisse supposer la coexistence d'idéologies défensives et d'états mentaux précognitifs (coexistence et non-concurrence pour l'exclusivité, ce qui est contraire à la thèse de C. Dejours). Ces états paraissent liés au déracinement de travailleurs ruraux, brutalement introduits dans un univers dont ils ne connaissent pas les contraintes techniques ni les dangers. Dans ce cas, il n'y a pas déni de perception mais absence de perception. En outre, et sans culturalisme aucun, on observe que certains comportements dangereux (réputés à tort « irrationnels » ou « inconscients ») sur les chantiers se présentent comme la simple reproduction d'habitudes à l'échelle de la société, ce qui pose le double problème de la spécificité du collectif de travail par rapport à la collectivité nationale (cf. point suivant) et de celle de la psychopathologie du travail par rapport à la psychosociologie en général.

Le fait que dans cet univers pourtant très dur, les peureux ne semblent pas faire l'objet d'une exclusion confirmerait cette hypothèse d'une action incomplète des idéologies défensives dans un métier peu structuré en tant que tel. Pour ce qui est du rapport à la domination, même contraste et mêmes interrogations. Le milieu (du moins dans le Nordeste) étant soumis à une loi paternaliste qui prolonge celle des gros *fazendeiros* ruraux, le déni du risque est relayé par le déni de la personne. Les ouvriers, communément appelés « péons » comme les paysans sans terre, sont constamment sous l'effet d'un processus de réification d'un imaginaire, construit à partir de notions telles que « vaurien » ou « vagabond », qui renforce à son tour les motifs de la domination dans l'imaginaire patronal. Cependant, le même processus ouvre un espace pour des stratégies savantes (par exemple, utiliser le *turn-over* pour obtenir des indemnités et jouer les employeurs les uns contre les autres), lesquelles sont collectivement commentées – on est alors loin d'un déni de perception – mais, dans l'ensemble, appliquées individuellement.

Sur les collectifs de travail

On débouche sur une question plus générale qui, depuis la première parution de l'essai de C. Dejours il y a vingt ans, ne peut plus être envisagée à l'identique. Qu'il renvoie à un *métier* ou à un *milieu*, le concept d'idéologie défensive s'élabore ici dans le

cadre d'un collectif de travail. C'est là que l'enquête dans le BTP brésilien me paraît amener une interrogation plus générale, compte tenu de l'évolution du travail dans les pays industriels. Dans ce BTP, outre le monumental *turn-over* déjà signalé, on observe que les équipes, même quand elles sont soudées autour d'un chef tâcheron sur une base paternaliste et hiérarchisée, sont soumises (à cause de la variabilité propre à la branche) à des discontinuités, ainsi qu'à des oppositions internes (entre manœuvres et professionnels) telles que le collectif se consolide rarement comme tel. Ainsi, les savoirs et les idéologies de métier, défensives ou non, se capitalisent peu et imparfaitement, ce qui laisse un espace pour l'installation d'autres idéologies, importées du féodalisme notamment.

Si l'on étend une telle réflexion au cas de la France, on s'interroge sur les effets de la transformation du travail sur les collectifs. Avec ces tendances bien connues au développement des formes atypiques de travail, de l'intérim, des contrats courts, du travail à domicile, du temps partiel, de l'externalisation, etc., sans entrer dans le détail de ce qui, bien sûr, doit être analysé plus minutieusement, on est obligé de constater qu'on s'achemine, dans des pans entiers de l'activité humaine, vers des situations où il n'y aura plus de collectifs du tout – ce que symbolise et traduit dramatiquement une désyndicalisation régulière. Sur ce point, il est possible de boucler la boucle et de voir la portée théorique du premier chapitre sur le sous-prolétariat et la *discipline de la faim*. Se mettraient alors en place – mais pas nécessairement avec un collectif comme support –, comme le prévoit C. Dejours, des *idéologies défensives spécifiques liées au sous-emploi, au chômage*, etc. En particulier, par les nouvelles formes d'anxiété ou de honte qu'il engendre et par les nouvelles exigences qu'il autorise chez le dominateur, le spectre de l'exclusion ouvre un large champ au renouvellement de la problématique de la psychodynamique du travail.

Sur la méthodologie

C'est à propos de la méthodologie que j'ai engagé le dialogue avec C. Dejours. Pour ce dernier, la méthode en psychopathologie du travail est spécifique et exclusive, ce qui signifie notamment qu'avec ses moyens habituels, l'anthropologue n'a aucune chance d'identifier des idéologies défensives ni d'interpréter ces ressorts subjectifs de la domination évoqués plus haut. En outre – et à juste titre, je crois –, C. Dejours s'insurge contre la logique, faite de supériorité et d'instrumentalisation, qui régit traditionnellement les rapports entre le sociologue et « son » enquêté.

Avant de conclure sur ce point, esquissons rapidement une critique interne (*i.e.* du point de vue des objectifs qu'elle s'assigne) de la méthode visée. Deux points sont à retenir. D'abord, en dépit des principes affichés, un certain nombre de résultats énoncés dans l'ouvrage de C. Dejours (ou ailleurs) sont acquis avec des outils hétérogènes, ce qui revient à admettre la non-exclusivité heuristique du travail sur la demande, et du même coup dire que l'anthropologue a peut-être lui aussi ses voies d'accès aux mécanismes psychiques. Ensuite, et toujours d'un point de vue anthropologique, la notion même de *demande* ne va pas de soi. Énonçant que la phase de pré-enquête sert justement à vérifier ceci, C. Dejours dit que la demande doit être *authentique* et formulée par le collectif. Cette assertion semble faire peu de cas de tous les phénomènes de pouvoir, de domination qui traversent un collectif et qui, bien évidemment, donnent une empreinte, sinon un contenu, à cette demande – évoquons par exemple quelques divisions élémentaires: hommes/femmes bien sûr, mais aussi maîtrise/exécutants, statutaires/précaires,

syndiqués/non syndiqués, Français/étrangers. Face à tous ces couples, l'exigence d'authenticité mérite d'être précisée plus qu'au seul niveau d'un principe abstrait, car il y a doute.

L'ensemble de ces interrogations renvoie aux questions de l'engagement du chercheur, des rapports qu'il instaure avec son terrain, et enfin des résultats escomptés. Ce dernier point est sans doute le plus délicat, et c'est là que le dialogue interdisciplinaire apparaît possiblement le plus fructueux. L'anthropologue ne prétend pas apporter des améliorations, alors que ses interlocuteurs escomptent généralement, que ce soit ou non formulé, des bénéfices, que ces derniers soient matériels ou symboliques, individuels ou collectifs. À partir de cela, le chercheur sera tenté de mettre en place tout un ensemble de stratégies bricolées destinées à éviter que s'instaure explicitement une dette de sa part à l'égard de l'interviewé. D'autres voies sont possibles: celle de l'expertise par exemple. Mais, dans tous les cas, quelle que soit l'étendue du malentendu, la relation enquêteur-enquêté repose sur une polarisation: la connaissance, la démarche compréhensive, l'élaboration d'un sens s'offrent spontanément comme l'apanage (voire le monopole) du premier. Il est très difficile de sortir d'une telle distribution des rôles dans le cadre de l'enquête socioanthropologique. Face à cela, au contraire, la méthodologie en psychodynamique suppose d'emblée une élaboration ensemble, à partir de ce climat d'empathie qui, selon C. Dejours, fait sa spécificité. La dernière question qui est posée ici est donc celle-ci: est-il théoriquement et pratiquement possible que d'autres approches disciplinaires s'approprient un tel principe sans le dénaturer? La discussion reste ouverte, mais elle a au moins, quand elle a lieu, le mérite d'ébranler un autre système de défenses: celui qui s'érige si fréquemment, autour de la socioanthropologie, pour se prémunir contre toute irruption du psychique dans son champ.